

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 27/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FRIGOPOLIS

ZAC de Gabardie
1 Impasse Marthe Condat
31200 Toulouse

Références : 2023-172
Code AIOT : 0006809361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 dans l'établissement FRIGOPOLIS implanté ZAC de Gabardie, au 1 Impasse Marthe Condat à Toulouse. L'inspection a été annoncée le 09/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle qui fixe, pour cet établissement, une fréquence de contrôle annuelle. La visite a particulièrement porté sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/10/2021 pris dans le cadre de la demande d'augmentation des capacités de stockage des GEM froid, ainsi que pour acter le réexamen des conditions d'exploiter suite à la parution du BREF traitement de déchets "WT".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRIGOPOLIS
- ZAC de Gabardie 1 Impasse Marthe Condat 31200 Toulouse
- Code AIOT : 0006809361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FRIGOPOLIS est autorisée à exploiter une installation de regroupement, tri et traitement (démontage, broyage et récupération des gaz de réfrigération) de réfrigérateurs et de congélateurs (appelés GEM froid) par arrêté préfectoral pris le 01/09/2014. Elle relève à ce titre des rubriques n° 2711 (enregistrement) et n° 2790 (autorisation) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site relève également de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », au titre des rubriques n° 3510 (élimination ou valorisation des déchets dangereux) et n° 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) de la nomenclature des ICPE.

L'établissement a traité de l'ordre de 9000 tonnes de GEM froid en 2021, et prévoit un bilan d'activité 2022 similaire (objectif à 9200 tonnes).

Les opérations de traitement comprennent une première phase de dépollution des GEM froid qui consiste à démonter les équipements intérieurs des appareils (verre, plastique), enlever les câbles électriques, les moteurs, etc. et à vider les appareils des fluides réfrigérants et des huiles contenues dans les compresseurs.

Les opérations de broyage, qui constituent la deuxième phase de traitement, sont effectuées sous atmosphère inerte (azote) du fait de la libération du pentane contenu dans les mousses isolantes des GEM Froid.

Les fluides réfrigérants sont aspirés et récupérés par un système de cryo-condensation à l'azote.

Les résidus issus des opérations de broyage (plastiques, métaux ferreux et non ferreux, pellets) sont ensuite criblés et triés, puis stockés avant évacuation vers les différentes filières de valorisation.

L'entreprise a été reprise par le groupe SIRMET qui dispose actuellement de 12 sites en France (essentiellement dans le Sud-Ouest), spécialisée dans le recyclage des DEEE, des VHU, des ferrailles et métaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance des rejets atmosphériques et aqueux
- modalités de stockage des GEM froid en attente de traitement
- détection et protection incendie de l'abri de stockage des pellets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Modalités de stockage des déchets reçus et produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Détection et protection incendie du stockage 'abri pellets'	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
4	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales avant rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 4.3.9	/
8	Autres systèmes de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.6	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 8.2.1	/
2	Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.2.3	/
3	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 8.2.2	/
6	Quantités maximales de déchets reçus et produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.7	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte bien les dispositions relatives à la surveillance de ses rejets (aqueux et atmosphériques) nouvellement applicables. Les fréquences de surveillance et les nouvelles VLE applicables aux rejets atmosphériques sont respectées. Pour ce qui concerne les rejets aqueux, la fréquence mensuelle de surveillance est respectée mais l'exploitant doit s'attacher à effectuer aux moins 2 prélèvements instantanés (espacés d'au moins une demi-heure) de façon à garantir un minimum de représentativité de l'échantillon prélevé.

La visite a toutefois permis d'identifier plusieurs points non conformes concernant :

- les modalités de stockage des GEM froid en attente de traitement qui ne garantissent pas l'absence d'effet domino entre les îlots de stockage en cas de départ de feu,
 - le dysfonctionnement du système d'extinction automatique au niveau de l'abri de stockage des pellets,
- conduisant l'inspection à proposer à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions réglementaires correspondantes.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 8.2.1								
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques								
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 3.2.3 du présent arrêté doit être effectuée selon la périodicité définie ci-dessous :								
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Fréquence</th></tr><tr><td>Débit</td><td rowspan="4">Semestrielle</td></tr><tr><td>Poussières</td></tr><tr><td>COVT</td></tr><tr><td>CFC/HCFC</td></tr></table>	Paramètre	Fréquence	Débit	Semestrielle	Poussières	COVT	CFC/HCFC	
Paramètre	Fréquence							
Débit	Semestrielle							
Poussières								
COVT								
CFC/HCFC								
Constats : Les derniers rapports d'analyses des rejets atmosphériques ont été présentés (avril 2021, octobre 2021 et avril 2022). L'exploitant procède à une surveillance semestrielle de ses rejets conformément aux dispositions de son nouvel arrêté préfectoral complémentaire.								
Type de suites proposées : Sans suite								
Proposition de suites : Sans objet								

N° 2 : Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Conduit de l'installation de broyage de GEM froid		
	Concentration (mg/Nm³)	Flux	
		g/h	kg/an
Poussières	5	300	1200
Composés organiques volatils totaux (COV totaux)	15		
Somme des chlorofluorocarbones (CFC) et des hydrochlorofluorocarbures (HCFC)	si flux ≤ 500 g/h : 10 si flux > 500 g/h : 5		

Les valeurs limites s'imposent à la valeur moyenne de 3 mesures consécutives d'une durée minimale de 30 minutes chacune.

Constats :

Les derniers rapports d'analyses des rejets atmosphériques, en date du 20/04/2022 et du 19/08/2022, ont été examinés.
Les résultats des analyses effectuées en avril 2022 montraient :

- un respect de la VLE pour les poussières (2 mg/Nm³ pour une VLE de 5 mg/Nm³)
- un respect de la VLE pour les COV totaux (11 mg/Nm³ pour une VLE de 15 mg/Nm³)
- un dépassement de la VLE pour les CFC/HCFC (14 mg/Nm³ pour une VLE de 10 mg/Nm³, le flux mesuré étant de 264 g/h).

L'exploitant indique avoir procédé au remplacement des charbons actifs fin avril 2022, et effectuer désormais ce remplacement, de façon préventive, tous les 3 mois (changement effectué en août et en novembre 2022).
L'exploitant a effectué de nouvelles mesures de ses rejets en août 2022. Les résultats sont conformes aux VLE prescrites pour l'ensemble des paramètres :

- poussières : 0,88 mg/Nm³
- COV totaux : 10 mg/Nm³
- CFC/HCFC : 5,5 mg/Nm³ (flux mesuré de 100 g/h).

Le laboratoire en charge des mesures est agréé par arrêté ministériel du 17/12/2021 et du 16/06/2022 pour effectuer ces prélèvements et analyses.
A noter qu'il procède désormais à 3 mesures consécutives d'une demi-heure, pour les paramètres poussières et COV totaux, afin de calculer la moyenne de ces résultats et statuer sur la conformité des rejets.
Les CFC/HCHC ne faisant pas l'objet d'une méthode normalisée de référence pour leur prélèvement, il procède à un prélèvement instantané d'une heure.

L'exploitant indique avoir pour projet de modifier son installation de charbons actifs afin d'installer un caisson d'un volume plus important (20 tonnes) qui ne nécessiterait qu'un remplacement annuel. Il projette cette modification pour mai ou juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 8.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux pluviales		
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.9. doit être effectuée selon les périodicités définies ci-dessous. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les dispositions de surveillance minimales suivantes sont mises en œuvre :		
Paramètre	Fréquence d'analyse	
	Point de rejet n° 2 (pluvial)	Point de rejet n° 3 (pluvial)
Température	Annuelle	Annuelle
pH	Annuelle	Annuelle
DCO ou COT	Annuelle	Mensuelle*
DBO ₅	Annuelle	Annuelle
Indice hydrocarbure	Annuelle	Mensuelle*
MES	Annuelle	Mensuelle*
Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg)	Annuelle	Mensuelle*
Constats : Les résultats des dernières analyses des rejets d'eaux pluviales ont été présentés. Il a pu être constaté que l'exploitant procède, depuis le mois de mai 2022, à une surveillance mensuelle de ses rejets aqueux au point de rejet n° 3 conformément aux dispositions de l'arrêté.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales avant rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 4.3.9																													
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux pluviales																													
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le réseau pluvial communal, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :																													
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>VLE en concentration</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Matières en suspension (MES)</td><td>60 mg/L (35 mg/L si le flux est > à 15 kg/j)</td></tr> <tr> <td>Demande chimique en oxygène (DCO)*</td><td>180 mg/L (125 mg/L si le flux est > à 100 kg/j)</td></tr> <tr> <td>Carbone organique total (COT)*</td><td>60 mg/L</td></tr> <tr> <td>DBO₅</td><td>100 mg/L (30 mg/L si le flux est > à 30 kg/j)</td></tr> <tr> <td>Indice hydrocarbure</td><td>10 mg/L</td></tr> <tr> <td>Arsenic (As)**</td><td>0,05 mg/L</td></tr> <tr> <td>Cadmium (Cd)**</td><td>25 µg/L</td></tr> <tr> <td>Chrome (Cr)**</td><td>0,15 mg/L (0,1 mg/L si le flux est > à 5 g/j)</td></tr> <tr> <td>Cuivre (Cu)**</td><td>0,5 mg/L (0,25 mg/L si le flux est > à 5 g/j)</td></tr> <tr> <td>Nickel (Ni)**</td><td>0,5 mg/L (0,2 mg/L si le flux est > à 5 g/j)</td></tr> <tr> <td>Plomb (Pb)**</td><td>0,1 mg/L</td></tr> <tr> <td>Zinc (Zn)**</td><td>1 mg/L</td></tr> <tr> <td>Mercure (Hg)**</td><td>5 µg/L</td></tr> </tbody> </table>	Paramètre	VLE en concentration	Matières en suspension (MES)	60 mg/L (35 mg/L si le flux est > à 15 kg/j)	Demande chimique en oxygène (DCO)*	180 mg/L (125 mg/L si le flux est > à 100 kg/j)	Carbone organique total (COT)*	60 mg/L	DBO ₅	100 mg/L (30 mg/L si le flux est > à 30 kg/j)	Indice hydrocarbure	10 mg/L	Arsenic (As)**	0,05 mg/L	Cadmium (Cd)**	25 µg/L	Chrome (Cr)**	0,15 mg/L (0,1 mg/L si le flux est > à 5 g/j)	Cuivre (Cu)**	0,5 mg/L (0,25 mg/L si le flux est > à 5 g/j)	Nickel (Ni)**	0,5 mg/L (0,2 mg/L si le flux est > à 5 g/j)	Plomb (Pb)**	0,1 mg/L	Zinc (Zn)**	1 mg/L	Mercure (Hg)**	5 µg/L	
Paramètre	VLE en concentration																												
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (35 mg/L si le flux est > à 15 kg/j)																												
Demande chimique en oxygène (DCO)*	180 mg/L (125 mg/L si le flux est > à 100 kg/j)																												
Carbone organique total (COT)*	60 mg/L																												
DBO ₅	100 mg/L (30 mg/L si le flux est > à 30 kg/j)																												
Indice hydrocarbure	10 mg/L																												
Arsenic (As)**	0,05 mg/L																												
Cadmium (Cd)**	25 µg/L																												
Chrome (Cr)**	0,15 mg/L (0,1 mg/L si le flux est > à 5 g/j)																												
Cuivre (Cu)**	0,5 mg/L (0,25 mg/L si le flux est > à 5 g/j)																												
Nickel (Ni)**	0,5 mg/L (0,2 mg/L si le flux est > à 5 g/j)																												
Plomb (Pb)**	0,1 mg/L																												
Zinc (Zn)**	1 mg/L																												
Mercure (Hg)**	5 µg/L																												
* la valeur limite porte soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable, car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques ** les valeurs limites et la surveillance associée prévue à l'article 8.2.2 du présent arrêté ne sont applicables que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux d'après l'inventaire établi dans le cadre du système de management environnemental.																													
Constats : La synthèse des analyses mensuelles depuis le mois de mai 2022 a été examinée. Il ressort que les VLE sont respectées pour l'ensemble des paramètres à l'exception d'un dépassement de la DCO en mai 2022 (266 mg/Nm ³) et en juillet 2022 (207 mg/Nm ³ pour une VLE de 180 mg/Nm ³). L'article 8.2.2 de l'arrêté complémentaire du 25/10/2021 prévoit que les mesures soient effectuées soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Or les analyses n'ont porté que sur un seul prélèvement instantané. Dans ces conditions, il ne peut être statué sur la conformité des rejets au regard de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 qui prévoit que : "Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite".																													
Type de suites proposées : Susceptible de suites																													
Proposition de suites : Sans objet																													

N° 5 : Modalités de stockage des déchets reçus et produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de stockage déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage est interdit à moins de 5 mètres de part et d'autre de l'aplomb de la ligne à haute tension.[...]</p> <p>Les GEM froid avant broyage sont stockés sous forme d'îlots de matières séparés par des distances supérieures aux distances des effets dominos entre les différents stockages définies dans l'étude de dangers du site, et reprises dans le tableau de l'annexe III.</p> <p>Ces îlots sont limités à 4,8 m de hauteur, correspondant à l'empilement horizontal de 8 GEM froid, et sont matérialisés par un marquage pérenne au sol. [...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite des installations, il a pu être constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence de stockage de GEM froid au droit de la ligne à haute tension, - le respect de la hauteur maximale d'empilement des GEM froid. <p>Par contre, la matérialisation au sol de l'emplacement des différents îlots de stockage (et de leurs dimensions par conséquent) n'est pas terminée.</p> <p>Il a notamment pu être constaté que la disposition des îlots de stockage n° 3 n'est pas conforme au plan de l'arrêté et que celle-ci ne permet pas, par conséquent, de garantir l'absence d'effet domino entre les îlots en cas de départ de feu.</p> <p>L'exploitant explique cette situation par des problèmes de maintenance de ses équipements de traitement ayant entraîné un arrêt des installations de 5 semaines en temps cumulé, générant ainsi un stock plus important. Il précise également que l'éco-organisme ne souhaite pas détourner les flux vers une plateforme externe de transit en période de pics d'activité.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une copie de ces échanges.</p> <p>L'exploitant indique enfin que la saison hivernale ne va pas être propice à la réalisation de ces travaux de marquage et qu'il prévoit, par ailleurs, de proposer une nouvelle réorganisation des stockages (porter à connaissance à recevoir d'ici la fin de l'année 2023).</p> <p>Au regard du risque incendie présenté par un tel stockage, l'inspection considère que des mesures doivent toutefois être prises par l'exploitant pour garantir un stockage des GEM froid en attente de broyage en îlots espacés d'une distance supérieure aux distances d'effet dominos calculés dans l'étude de dangers du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Quantités maximales de déchets reçus et produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.7		
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de stockage déchets		
Prescription contrôlée : Sont stockées, au maximum, et selon les dispositions de l'étude de dangers du site et le plan en annexe II du présent arrêté, les quantités suivantes : - GEM froid à dépolluer : 450 t - GEM froid dépollués : 82 t. Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :		
Déchets non dangereux	Métaux ferreux et non ferreux	150 t
	Compresseurs	200 t
	Mousses polyuréthane (pellets)	50 t
	Verre	30 t
	Matières plastiques	50 t
	Câbles électriques	10 t
	Déchets en mélange (bacs plastiques, clayettes, ...)	10 t
Déchets dangereux	CFC/HCFC/HFC	4,8 t
	Huiles de compresseurs	10 t
	Relais au mercure	0,2 t
	Condensateurs	1,4 t
	Réfrigérateurs à l'ammoniac	5 t
Constats : L'exploitant tient à jour un état des stocks des GEM froid en attente de dépollution et des déchets produits par l'installation. L'examen de cet état des stocks montre que les quantités maximales autorisées de GEM froid et de déchets sont respectées.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 7 : Détection et protection incendie du stockage 'abri pellets'

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : La zone de stockage, dénommée 'abri pellets' est composée de 3 îlots séparés (abri pellets), couverts et disposant d'une dalle étanche au dol et d'un dispositif de détection de départ de feu et d'une extinction automatique asservie à la détection. Ces dispositifs sont secourus et peuvent fonctionner en toute circonstance.
Constats : La zone de stockage des pellets est composée de 3 îlots séparés par des murets en béton, couverts et disposant d'une dalle étanche au sol. Des filets de protection sont installés sur le pourtour de l'abri en complément pour limiter les envols. La zone de stockage des pellets est protégée par un système de détection incendie ainsi qu'un dispositif d'extinction automatique asservi à la détection. Au jour de la visite, le système d'extinction automatique était hors service car une partie du réseau de sprinklage avait été accrochée par un cariste. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer sous quel délai les réparations seront effectuées et le système d'extinction automatique de nouveau opérationnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Autres systèmes de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : Des détecteurs adaptés sont installés dans chaque zone à risques du site identifiées par l'exploitant. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les détecteurs installés sont doublés (marque et modèle différents). Cette liste est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le système de détection incendie ainsi que le système d'extinction de l'abri de stockage des pellets font l'objet d'une vérification annuelle alors que l'article 7.3.6 prévoit une vérification à fréquence semestrielle. De plus, le dernier rapport de vérification, en date de décembre 2021, a été présenté. Celui-ci est peu lisible. Il ne précise pas la nature des vérifications effectuées (absence du compte-rendu d'intervention), notamment si le bon fonctionnement de l'asservissement du système d'extinction à la détection incendie est vérifié. Toutefois, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une nouvelle vérification serait réalisée dans les plus brefs délais, et s'est engagé à respecter les fréquences prévues susvisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet